

International

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **72 (1984)**

Heft [2]

PDF erstellt am: **17.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

res, l'Association des femmes américaines diplômées d'université, les femmes rurales américaines, etc. La Campagne pour le gel nucléaire est soutenue en majorité par des organisations féminines. Elle essaie de faire pression sur le Congrès dans le domaine de l'installation des Euromissiles, de soutenir l'action en justice intentée par les femmes du camp de Greenham Common contre le Gouvernement des Etats-Unis et de coordonner à l'échelon national les efforts pour promouvoir le gel des armements nucléaires. Le lien entre la croissance du budget militaire et la réduction des programmes sociaux est devenu l'un des thèmes de la campagne électorale. Les candidats du parti au pouvoir préparent sans doute une contre-offensive destinée à récupérer le vote féminin.

Faire émerger le pouvoir des femmes

Une coalition de plus de cinquante organisations féminines est en train de mettre au point une campagne d'inscription sur les rôles électoraux, que ce soit dans le but avoué de renverser le parti républicain ou de faire émerger le pouvoir des femmes afin qu'elles participent davantage à la vie politique et aux choix économiques. La « League of Women Voters » va s'efforcer d'atteindre non seulement les femmes mais tous les jeunes de 18 à 34 ans, qui représentent le groupe d'âge ayant le plus bas pourcentage de vote. La Ligue s'est assuré les services d'une chaîne de radio afin de toucher le grand public. L'Association des infirmières et l'Association des employés de services sociaux feront un effort spécial pour faire inscrire leurs malades et clients, souvent immobilisés. Plusieurs syndicats ainsi que des groupements religieux et éducatifs ont aussi des programmes semblables. L'Association des femmes américaines diplômées d'université vend une chemise où est imprimé le slogan : « C'est un monde masculin, à moins que les femmes ne votent ! »

Une femme à la vice-présidence

Les plus féministes ont suggéré aux candidats à la présidence de choisir une femme pour la vice-présidence. L'unique candidat noir, Jesse Jackson a relevé le défi.

Enfin, il sera intéressant de voir si cette offensive électorale va permettre un rapprochement et une collaboration entre organisations féminines à majorité blanche et leurs contreparties noires. Jusqu'ici ces dernières ont eu plus à faire à lutter contre l'oppression raciste et les problèmes causés par l'appartenance à une minorité, pour lesquels elles n'ont pas reçu l'aide escomptée des organisations à majorité blanche. Peut-être un terrain d'entente et de coopération va-t-il pouvoir émerger dans cette lutte pour une répartition plus équitable du pouvoir politique ?

Odile Gordon-Lennox

International



Angleterre : des arguments connus

La Chambre des Communes refuse par 198 voix contre 118 qu'un projet de loi améliorant l'égalité entre les sexes lui soit soumis en deuxième lecture. Le projet proposait qu'on réunisse en une loi l'*Equal Pay Act* et le *Sex Discrimination Act*, afin d'obliger le gouvernement à s'assurer qu'il n'y ait aucune disposition discriminatoire dans la présente législation ni dans celle proposée dans les cinq prochaines années. L'ancien leader du parti socialiste Michael Foot avait qualifié ce projet comme « de loin la mesure majeure pour établir l'égalité entre les sexes », il avait également demandé la création d'un poste ministériel pour la défense des droits de la femme. Les arguments invoqués par les délégués conservateurs rappellent — on pouvait s'en douter — singulièrement ceux utilisés lors des discussions sur le suffrage féminin. Une déléguée socialiste a souligné, entre autres, l'importance de changer l'attitude des femmes, « tout mâle chauviniste étant après tout le fils d'une femme ». Les galeries de la Chambre des Communes étaient remplies de femmes, qui ont soutenu de leurs applaudissements les défenseurs — socialistes — de leurs droits. (pbs)

Zimbabwe : les féministes en colère

Le dernier-né des Etats africains a lui aussi son mouvement de libération des femmes. Il règne dans ce pays « une atmosphère d'hystérie contre les femmes » a déclaré, mi-décembre, l'une des militantes du *Groupe d'Action des Femmes*.

Ce détestable climat est dû à l'action gouvernementale visant à éliminer la prostitution, campagne qui a viré à l'attaque indifférenciée contre toutes les femmes. Les journaux locaux parlent de milliers de femmes arrêtées lors de deux opérations de choc en octobre et en novembre. Pour celles qui purent produire un certificat de mariage ou d'emploi, éventuellement la preuve qu'elles avaient un ami régulier, la libération était rapide. Pour les autres, il fallut attendre que le premier ministre, Robert Mugaabe, donnât, au début décembre, l'ordre de libérer toutes les femmes arrêtées lors de l'« opération propreté ». C'est pour lutter contre cette violation des droits si récemment acquis par les femmes du Zimbabwe que s'est constitué le *Groupe d'Action des Femmes*, qui prévoit d'organiser une série de conférences pour porter l'affaire devant le public. (mg)

(Source : *Observer*, 18.12.1983).

En bref

- La France, pour la première fois, nomme une femme à la plus haute charge de la magistrature : à la présidence de la Cour de cassation.
- Le Canada, pour la première fois, désigne une femme comme gouverneur général ; la nomination est faite par le gouvernement d'Ottawa, mais Mme Jeanne Souvê a pour fonction de représenter la reine Elisabeth, qui est toujours le chef de l'Etat.
- Au Liechtenstein, une première étape est franchie : la Diète a accepté que le projet de loi sur le droit de vote et d'éligibilité des femmes soit présenté en deuxième et troisième lectures au printemps de cette année.
- En Grèce, le parlement vient d'adopter un projet de loi garantissant l'égalité des droits entre hommes et femmes dans les relations de travail, soit notamment au niveau de l'embauche dans toutes les branches et en matière de salaires.